

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 novembre 2010
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 12 novembre 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Conseil
d'administration de la Commission d'indemnisation
des Nations Unies**

J'ai le plaisir de vous adresser, en ma qualité de Président du Conseil d'administration, mon rapport final sur les résultats de la dix-septième session du Conseil tenue à Genève du 9 au 11 novembre 2010.

Comme vous le savez, le Conseil d'administration s'est félicité en 2008 de la volonté exprimée par les Gouvernements iraquien et koweïtien d'engager des consultations sous les auspices de la Commission d'indemnisation des Nations Unies sur le solde qui reste dû au Koweït, soit, actuellement, 21,7 milliards de dollars. Lors de la séance plénière d'ouverture, les délégations du Koweït et de l'Iraq ont pris la parole devant le Conseil. Les membres de celui-ci ont saisi l'occasion pour indiquer qu'ils appuyaient vigoureusement la reprise des négociations le plus rapidement possible et, à cet égard, des lettres ont été adressées aux deux Gouvernements sur instructions du Conseil.

S'agissant des arrangements propres à assurer l'alimentation du Fonds d'indemnisation, le Conseil m'a demandé de souligner dans le présent rapport qu'il importe que les arrangements actuels demeurent en vigueur, à moins que le Gouvernement iraquien ne mette en place un mécanisme approprié pour que 5 % du produit qu'il tire de l'exploitation de son pétrole soient versés au Fonds d'indemnisation.

S'agissant du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement en application de la décision 258 (2005) du Conseil, le Conseil a examiné différentes options en ce qui concerne l'avenir du Programme. Réaffirmant que l'objet de celui-ci était de veiller à ce que les fonds alloués soient dépensés dans la transparence et ne soient consacrés qu'à des projets raisonnables, le Conseil a, pour examen futur, identifié comme systèmes et contrôles structurels cinq critères à appliquer dans l'exécution à court terme de ce mandat. Il a estimé que lorsque les gouvernements participants auraient mis en place ces systèmes et contrôles structurels et fourni des assurances adéquates, ils pourraient et devraient exécuter ce mandat à court terme. Le Conseil a créé un nouveau groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner plus avant cette question et les vues des gouvernements participants et du Gouvernement iraquien. Il compte prendre une décision sur cette question à sa prochaine session.

La prochaine session du Conseil se tiendra du 5 au 7 avril 2011.



Avec les paiements effectués le 28 octobre 2010 au profit des neuf derniers requérants dont la réclamation a abouti (dans les catégories « réclamations de sociétés » et « réclamations de gouvernements ») par prélèvement sur les ressources du Fonds d'indemnisation, tous au bénéfice du Koweït, le montant total des indemnisations accordées à ce jour par la Commission est d'environ 30,7 milliards de dollars des États-Unis, un solde total de 21,7 milliards de dollars devant encore être versé.

Le Président du Conseil d'administration
(*Signé*) Christian **Strohal**
